Le « pacte de responsabilité » Hollande - Gattaz n'est ni amendable, ni négociable

IL FAUT IMPOSER SON RETRAIT !

NPA
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

BULLETIN DU COMITÉ NPA RENAULT CLÉON - 30 janvier 2014

Le gouvernement PS-MEDEF, c'est maintenant !

Depuis que Hollande a détaillé son fameux « pacte de responsabilité », le patronat ne cache pas sa satisfaction.

D'ici 2017, 30 milliards d'€ de cotisations sociales versées chaque année par les employeurs des entreprises privées seront supprimées. Or, les cotisations sociales (qu'elles soient « salariales » ou « patronales ») sont la partie « socialisée » de notre salaire, c'est à dire « mise en commun » pour financer la Sécurité sociale solidaire. Ces 30 milliards, qui finançent la « branche famille » de la Sécurité sociale, passeront ainsi de la poche des salariés à celle des patrons : du vol pur et simple, le hold-up du siècle !

De fait, le «pacte de responsabilité » prépare la casse de la Sécurité sociale, financée par les employeurs et le retour à une assistance minimum payée par les impôts (essentiellement des salariés) qui devra être complétée, pour ceux qui le pourront, par des assurances privées, comme aux USA ou en Grande-Bretagne. Ce que le patronat réclamait depuis des années !

Hollande câline les patrons... mais eux ne s'engagent à rien

Pour faire un écran de fumée devant l'énormité du hold-up, le MEDEF assure que la « *création d'un million d'emploi* » est «*possible à condition qu'un certain nombre de choses bougent* ». Mais le président du MEDEF précise qu'il ne promet rien afin d'éviter que «*ce pacte se transforme en contraintes* ». Et déjà, il en rajoute en réclamant 60 milliards de prélèvements en moins d'ici 2017, soit le double du cadeau de Hollande.

Mais qui peut croire encore à de telles sornettes ? Ça fait plus de 30 ans que les exonérations de cotisations sociales des entreprises augmentent pour atteindre le sommet de 27,6 milliards d'euros en 2012. Ce qui n'a pas empêché les licenciements et le chômage d'atteindre des chiffres records. La presse économique parle de 150.000 licenciements de plus dans les mois qui viennent, pas de la création d'un million d'emplois !

C'est une toute autre politique qu'il faudrait : mettre fin aux exonérations de cotisations sociales, réduire le temps de travail, interdire les licenciements

En compensation, un plan d'austérité draconien

Ces 30 milliards de cadeaux aux patrons seront compensés par un plan sans précédent d'économies sur les dépenses publiques : « *En 2014, nous allons réaliser 15 milliards d'économies. Entre 2015 et 2017, nous devrons dégager au moins 50 milliards de plus* » a déclaré Hollande. Ce sont évidemment les classes populaires qui paieront la note, avec une destruction sans précédent des services publics et une baisse massive des prestations sociales.

Refuser le piège mortel du « dialogue social » pour organiser la mobilisation

Autant de cadeaux aux patrons de la part de ce gouvernement devrait inciter toutes les organisations syndicales, qui parlent au nom du monde du travail, à organiser dès maintenant une mobilisation d'ampleur de tous les salariés et privés d'emploi de ce pays. Et en aucun cas, elles ne devraient accepter d'aller discuter autour d'une table avec les patrons et les ministres les «contreparties» à la liquidation de la Sécurité sociale .

Car il n'y a rien à négocier. Le coup du « dialogue social », on nous l'a déjà fait trop de fois. Le résultat, c'est la garantie d'une défaite sans combat, comme face à la contre-réforme des retraites ou aux accords pourris de compétitivité, machines de guerre contre le droit du travail. Il n'y a rien à discuter. Au contraire, il faut se préparer à l'indispensable épreuve de force contre ce gouvernement et le patronat.

La mobilisation unitaire de tous ceux - syndicats, associations et partis - qui veulent réellement s'opposer à cette offensive d'ampleur est la seule solution pour imposer le retrait du « pacte de confiance ».

DÉFENDRE LE DROIT À L'AVORTEMENT EN FRANCE COMME EN ESPAGNE

Le gouvernement espagnol veut faire adopter un projet de loi limitant la possibilité d'avorter aux cas de viol avéré ou de danger grave pour la mère. Ce projet pourrait être lourd de conséquences. C'est un bond en arrière de 30 ans, quand des milliers de femmes mourraient d'un avortement pratiqué dans de mauvaises conditions.

Selon l'OMS, chaque année, 70.000 femmes dans le monde meurent des suites d'un avortement pratiqué dans de mauvaises conditions. Près de 97 % de ces avortements à risque sont pratiqués dans des pays où l'avortement est interdit ou très limité.

Les différentes lois restrictives de l'IVG n'ont jamais fait diminuer les avortements. Elles obligent seulement celles qui en ont les moyens à partir dans d'autres pays pour y avoir recours et condamnent les plus pauvres à des avortements clandestins mettant leur santé et leur vie en danger.

Une brèche pour la remise en cause du droit à l'avortement

Le gouvernement Rajoy risque d'ouvrir une brèche dans laquelle vont s'engouffrer tous les réactionnaires.

En France, Jean-Marie Le Pen s'est empressé de saluer le projet de Rajoy en appelant toutes les femmes à assumer «*leur fonction de reproduction* ».

A Paris, le week-end dernier, près de 16.000 réactionnaires ont ainsi défilé contre le droit à l'avortement libre et gratuit, avec la bénédiction du pape François !

Au Parlement européen, une coalition de députés, emmenés par ceux du Front National de Marine le Pen, vient de faire rejeter une proposition préconisant de faire du droit à la contraception et à l'avortement des droits reconnus à l'échelle européenne.

En France aussi, le combat pour l'avortement est toujours d'actualité

Le gouvernement Hollande se pose en grand défenseur du droit à l'avortement. Quelle hypocrisie ! La dégradation généralisée des services publics de la santé est renforcée par les coupes budgétaires de son gouvernement.

Depuis les années 2000, les politiques d'austérité ont entraîné la fermeture de 120 centres IVG en France, ainsi que la disparition de plannings familiaux. Pour gagner sur les droits des femmes à choisir leur sexualité et leur vie, il faudra aussi combattre ce gouvernement et ses politiques d'austérité.

Le 1er février, nous manifesterons donc en solidarité avec les femmes espagnoles, mais aussi pour la liberté fondamentale de toutes les femmes à disposer de leur corps, pour l'égalité réelle entre les hommes et les femmes. Ce combat garde aujourd'hui toute son actualité.

Rencontre Hollande – Hartz
Un très mauvais présage

Vraie droite et fausse gauche ne cessent de vanter le modèle allemand.

En déplacement à Leipzig en mai dernier, Hollande vantait les mérites de la politique «courageuse» menée par le chancelier social démocrate allemand Schroeder au cours des années 2000. Menée sur les conseils de Peter Hartz, cette politique a contraint les salariés allemands, à commencer par les femmes, à accepter petits boulots et temps partiels imposés sous peine de perdre tout droit aux allocations chômage ou aux aides sociales. Cerise sur le gâteau, les patrons furent exonérés de toute cotisation sociale pour les emplois à 400€.

Résultat : une baisse sans précédent des salaires, une explosion de la précarité et de la pauvreté . Le prix à payer pour que les patrons acceptent d'embaucher et que le nombre officiel de chômeurs baisse. Le rêve de Hollande.

On comprend qu'il ait voulu rencontrer Hartz, on comprend aussi l'avenir qu'ils nous préparent !

Des milliards en plus pour les patrons : Marine Le Pen n'est pas contre

Le Pacte dit de « Responsabilité » de Hollande offre aux patrons, petits et grands, un nouveau cadeau de 30 milliards. Pour compenser ce manque à gagner dans les caisses publiques, Hollande s'engage à diminuer les dépenses publiques (Etat, Sécurité Sociale, Collectivités). Autant de sacrifices en plus pour la population. Ce que Marine Le Pen a qualifié de « *pacte avec le diable de l'austérité* ».

Mais à aucun moment, elle ne remet en cause l'idée même d'offrir ce nouveau pactole au patronat. A aucun moment, elle ne dénonce le coût exorbitant de «l'assistanat» dont bénéficient les entreprises depuis plus de 30 ans, sans aucun effet notable sur l'emploi. Un silence qui en dit long. Car comment compenser les milliards de cadeaux octroyés aux patrons sans, soit augmenter les impôts, soit diminuer les dépenses publiques ? Alors, pour qui roule le Front National ?

A l'opposé de ce positionnement hypocrite, nous au NPA, nous disons qu'il faut en finir avec les cadeaux au patronat payés par la population. Les milliards en question permettraient de financer directement des centaines de milliers d'emplois chaque année.

MAIL POUR NOUS CONTACTER:
nparenaultcleon@gmail.com
site national du NPA: www.npa2009.org
site NPA agglomération Rouen: www.npa76.org

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA
www.npa-auto-critique.org
Avec ses tracts, actus, dernières infos, le site «auto-critique» est une plateforme essentielle à la lutte d'un secteur qui ne cesse de résister aux capitalistes

I.N.P.S. - ne pas jeter sur la voie publique